

Assemblée des délégués à Bienne

La raison politique pour contrer le populisme

Au cours de son assemblée des délégués à Bienne, le Parti Bourgeois-Démocratique PBD Suisse a recommandé de voter non à l'initiative Monnaie pleine. Dans son allocution, Martin Landolt, président du parti, a souligné qu'il fallait continuer à développer les relations bilatérales avec l'Union européenne, un défi qu'il convient de relever pour les générations futures. Le PBD souhaite une Suisse ouverte sur le monde et qui ne s'isole pas.

Huit semaines avant les élections cantonales bernoises, le PBD Suisse a tenu son assemblée des délégués à Bienne. Avec 174 candidates et candidats se présentant aux élections au Grand Conseil, ainsi qu'avec la conseillère d'État actuelle Beatrice Simon, le PBD est bien positionné dans le canton de Berne. Martin Landolt, président du parti, a incité les délégués à avancer avec confiance et assurance: «Nous voulons gagner les matchs que nous jouons à domicile.»

Dans son allocution de bienvenue, Martin Landolt a signalé que la voie bilatérale n'était pas qu'une simple compilation d'accords, mais le concept de notre relation à l'Union européenne. Et ce concept doit rapidement être encadré. La Suisse ne saurait admettre que des forces conservatrices la forcent à s'isoler et à renoncer à toute politique européenne. «Car ce pays ne veut pas être dirigé depuis l'Albisgüetli!» a exhorté Martin Landolt en guise de conclusion à son discours.

L'ex-conseiller fédéral Samuel Schmid a lui aussi plaidé dans son allocution pour davantage de raison au niveau politique. Outre le réalisme et la préférence donnée aux solutions, il convient notamment de respecter et prendre soin des institutions.

La politologue et journaliste Adrienne Fichter avait quant à elle été invitée à donner un exposé. Ses explications impressionnantes sur la numérisation de la démocratie ont clairement mis en évidence les opportunités et les risques de la numérisation galopante.

NON à l'initiative Monnaie pleine

Les délégués du PBD ont clairement recommandé de voter NON à l'initiative Monnaie pleine. Ils ont en cela suivi les explications de Beatrice Simon, directrice des finances du canton de Berne, qui a souligné que cette expérience très risquée ne mettait pas seulement l'indépendance de la Banque nationale en jeu, mais que les conséquences devraient en être assumées par les PME et les particuliers, qui verraient par exemple leurs hypothèques et les crédits renchérir en cas d'acceptation.

Renseignements:

Martin Landolt, conseiller national, 079 620 08 51

27.01.2018